

Recherches sociographiques



Fernand DUMONT, *La vigile du Québec*

Jean-Charles Falardeau

Volume 13, Number 1, 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055564ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055564ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Falardeau, J.-C. (1972). Review of [Fernand DUMONT, *La vigile du Québec*]. *Recherches sociographiques*, 13(1), 149–152. <https://doi.org/10.7202/055564ar>

COMPTES RENDUS

Fernand DUMONT, *La vigile du Québec*, Montréal, Les Éditions H M H, 1971, 234p.
(Constantes, 27.)

« Le projet de publier cet ouvrage, écrit Fernand Dumont dans son Introduction, est ... sorti ... d'examens de conscience » provoqués par la crise d'octobre 1970. Ouvrage de circonstance, donc ? Non pas. Point d'orgue plutôt ou, si l'on veut, point d'arrêt. Nous avons vu, durant cette crise, le destin « nous imposer des choix ramenés à des logiques absurdes » (p. 12) ; le besoin s'imposait d'essayer, une nouvelle fois de comprendre « ce pays précaire qu'est le Québec » (p. 16). « Évoquer le sens des engagements passés ... confesser d'où l'on est parti », tels sont, dans leur émouvante simplicité, les objectifs de cet ouvrage. Il ne faut pas y chercher quelque modèle d'interprétation générale du Québec. L'ambition est plus incisive et, en définitive, plus globale : tenter de réconcilier les visées de la raison et les dictées du sentiment face à la patrie charnelle. Le mouvement de la pensée est ici indissociable du rythme des plus profondes pulsations de l'âme. Le Québec sensible au coeur. Ce n'est d'ailleurs pas au hasard que Fernand Dumont a choisi les deux textes qu'il offre en exergue : l'un de Renan, l'autre du chanoine Groulx. Deux textes formulés respectivement dans des conjonctures de défaite mais qui proclament, l'un et l'autre, l'indéfectible confiance. Ainsi en est-il des essais composant cet ouvrage. Malgré la diversité de leurs prétextes, ils fusionnent dans une homogénéité qui tient à la chaleur de la conviction, au style tantôt sybillin, tantôt caustique, toujours éloquent et serein ; qui tient surtout à l'imperturbable espérance. « On n'avance ... qu'en récapitulant souvent les thèmes de son espérance » (p. 18).

Dans ce livre, deux grandes parties organiques : les trois premières sections (« Petite histoire de nos sentiments », « Du côté d'un Québec incertain », « Du côté d'un socialisme d'ici ») reproduisent des essais originellement présentés sous forme d'articles ou de communications à des congrès ; d'autre part, ce que l'on est tenté d'appeler la pièce maîtresse, la quatrième section inspirée par le tournant dramatique : « Automne 1970 : L'impasse ? »

Comme la plupart des sociologues du Québec et mieux que quiconque, Fernand Dumont s'est interrogé sur cette étrange société qu'est la nôtre, une société que l'on dirait au rouet tellement les questions qu'on lui pose ou que l'on se pose à propos

d'elle retrouvent, de génération en génération, les mêmes formules, les mêmes accents. Mais les interrogations de Fernand Dumont ont une lucidité inédite ; ses accents, une gravité singulière. Il semble vouloir hâter — n'a-t-il pas raison ? — le moment où se prendront enfin des options radicales qui engageront vraiment l'avenir et où, du même coup, deviendront caduques les épuisantes introspections misérabilistes et disparaîtront du champ de la conscience collective de séculaires obsessions. D'où, son impatience vis-à-vis de l'historiographie traditionnelle (heureusement en perte de vitesse) qui nous a écrasés d'une histoire « extérieure à nous-mêmes », d'un passé ayant figure de « fardeau » ou de « chose ». Cette histoire n'est pas celle des consciences d'ici. Nous ne nous reconnaissons pas dans ses synthèses massives. Elle est insuffisante à inspirer l'action des hommes d'aujourd'hui. Pourtant, il y a dans notre passé, estime avec raison Fernand Dumont, autre chose que ce qu'y ont vu et nous en ont dit jusqu'à présent les historiens. « Une histoire du Canada conçue de façon polyvalente ne nous ferait plus apparaître notre passé comme le cauchemar d'une agonie interminable ; elle y montrerait des manifestations de diverses figures de la liberté... » (p. 55). On aimerait, en des passages comme celui-ci, qu'il étaye sa conviction et entraîne davantage la nôtre par des exemples précis. On ne peut toutefois qu'être d'accord avec lui lorsqu'il conclut que c'est à cette œuvre d'une connaissance rénovée de nous-mêmes qu'il faut sans tarder nous adonner. Nous ne pourrions découvrir une définition dynamique de notre être et de notre projet collectif d'existence qu'en puisant ses éléments dans une élucidation originale de notre propre passé : « transmuter... de vieux idéaux en la figure d'un destin » (p. 132). Nécessité de mythes encore informulés qui seraient des histoires exemplaires.

C'est cette foi dans la fécondité d'un passé radicalement assumé qui inspire les méditations consacrées à des sujets très contemporains tels que les tâches nouvelles du nationalisme, l'orientation du mouvement coopératif, la lutte contre la pauvreté, la nécessité de la planification économique, le socialisme. Cette foi n'exclut pas, épisodiquement, le sentiment de lassitude sinon le pessimisme face aux piétinements collectifs. Elle n'exclut pas, notamment, la conscience de tous les dilemmes que posent les transformations *trop* rapides de la société québécoise. J'ai avancé, il y a quelques années, m'inspirant du schéma de David Riesman, l'hypothèse que nous étions passés sans transition de la première à la troisième phase d'évolution sociale, court-circuitant en quelque sorte le stade au cours duquel nous aurions fait l'expérience collective de la libre discussion, d'un apprentissage authentiquement démocratique de la responsabilité. Nous sommes passés de l'heure des clochers à l'heure de la technobureaucratie. J'ai le sentiment que la plupart des analyses de Fernand Dumont viennent corroborer ce diagnostic, en particulier lorsqu'il insiste sur la nécessité de formuler un nouveau consensus, de susciter de nouvelles élites, d'opter pour l'État, de poser de grands impératifs économiques. Ce qu'il affirme surtout est la nécessité d'une certaine dose d'utopie. Ce sens de l'idéal, ces analyses, cette foi dans la vertu mythique d'un passé reconstitué ont conduit Fernand Dumont à l'option personnelle de l'indépendantisme et du socialisme. Quelle autre conclusion s'impose à la logique de tant de raison et de tant de cœur ?

La même logique polarise les six essais plus immédiatement inspirés par la crise de l'automne de 1970, avec cette différence que l'accent devient plus véhément et l'argumentation fouettée par l'urgence d'une intolérable situation. Une crise comme celle-là, prétend-il, devait survenir tôt ou tard, F.L.Q. ou pas. Notre société n'a pas su digérer ses transformations ni leur donner une signification. Plus profondément, c'est à l'aboutissement d'une crise de la démocratie que nous avons assisté. Une démocratie véritable, en effet, suppose la diversité des groupes, des mouvements, des

modes de pensée. Elle ne saurait exister sans un consensus fondamental qui permet oppositions et conflits entre groupes, sans une solidarité sous-jacente qui empêche « quelque groupe que ce soit d'être exclu de l'espace et des règles de la contestation » (p. 187), du « cercle de la parole légitime » (p. 190). C'est la responsabilité du chef de l'État de reconnaître tous les groupes et de ne fermer à aucun le cercle de la parole démocratique. Or, depuis dix ans, on a exclu de ce cercle les indépendantistes québécois comme un groupuscule nuisible. Ils incarnaient pourtant une voix importante, nécessaire. S'ils existent, c'est bien parce qu'il y a un problème constitutionnel. Les méconnaître constituait une exaspérante aberration. Si plusieurs en sont arrivés à la séparation, estime Fernand Dumont, c'est que le gouvernement de M. Trudeau a refusé « de considérer que les questions que se posaient la plupart des Québécois pouvaient avoir quelque fondement » (p. 193). Ce faisant, il a détraqué et méprisé le procès démocratique. Aussi bien, on peut porter un jugement analogue sur le gouvernement québécois. Celui-ci, lors des discussions à propos du projet de loi 63, a donné l'impression d'être une faction comme une autre plutôt que d'exprimer, en tant que pouvoir légitime, une parole de médiation. Or, « une démocratie commence à être malade ... quand la parole officielle ne fait plus écho au langage et aux symboles obscurs d'une société » (p. 197).

Grandeurs et misères d'une vie sociale proprement démocratique, difficultés particulières d'une réalisation originale de la démocratie dans une collectivité comme la nôtre : les derniers chapitres orchestrent ces thèmes avec une stimulante verve, avec presque trop de concision. Le plaidoyer est serré. Il renferme quelques-unes des pages les plus vibrantes et les plus cinglantes qu'ait écrites Fernand Dumont. Le Québec devrait admettre qu'il est un « laboratoire » social. En ce sens, « nous concernons l'Occident tout entier » (p. 218). Ne saurions-nous pas réussir à combiner raison et rêves : non seulement la rationalité technique mais les « raisons » de vivre de tous les groupes ; non seulement les rêves de la société de consommation mais les désirs plus vitaux de tous ceux qui risquent, si on ne leur prête pas une intelligente attention, de constituer une société en marge de la société ? Ne saurions-nous pas nous inspirer et de la « présence du passé » et du « désir des innovations absolues » qui sont « notre marque d'origine et notre singularité distinctive » ? Nous avons quelque chose d'original à dire. « C'est ce que j'appelle, écrit Fernand Dumont, *l'indépendance* : une conjugaison de la créativité et du souvenir » (p. 233). Et, en conclusion, ces propos que je ne saurais ne pas transcrire : « Qui sait : pendant des siècles, nous aurions parlé une langue douteuse non pas pour servir à la fin de notes au bas des pages dans les manuels marxistes ou démocratiques mais pour faire monter en surface des questions et des réponses dont les pays plus riches et plus savants ont besoin pour nuancer leurs gauches et leurs droites. Cela donnerait un sens à une longue survivance, à une impatiente vigile. Cela nous mériterait une *indépendance* qui ne ressemblerait pas à celle des autres ; pour les peuples comme pour les individus, accéder à l'universel c'est d'abord choisir soi-même la porte d'entrée » (p. 233-234).

Nous voici enfin fraternellement ramenés aux carrefours qu'illuminaient les grandes paroles claironnantes de Péguy : « Ton salut n'est plus hier. Mais il peut être demain. Hier est fait. Mais demain n'est pas fait, demain est à faire. Et ton salut qui est au bout de la journée de demain » !

Je suis convaincu que dorénavant au Québec on ne pourra plus, après ce livre, se contenter d'une certaine littérature dite sociologique devenue aussi peu inspiratrice qu'elle est sans écriture. Ces méditations de Fernand Dumont, plus encore peut-être que ses riches ouvrages antérieurs, nous sont une irrésistible preuve que l'intelligence

n'exclut pas le style ; que la réflexion ne récuse pas le besoin des mythes, l'ardeur du cœur, le courage des engagements.

Jean-Charles FALARDEAU

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Gérald FORTIN, *La fin d'un règne*, Montréal, HMH, 1971, 397 p.

Gérald FORTIN, *La société de demain : ses impératifs, son organisation*, Gouvernement du Québec, Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, Annexe 25, octobre 1970, 99 pages. (Rapport CASTONGUAY.)

La sociologie québécoise, inspirée par Léon Gérin, l'école de Chicago puis la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, fut d'abord avant tout rurale. En retard sur l'évolution de la société québécoise, elle a fini par s'intéresser, surtout depuis 1960, à la région puis à la ville. Ce passage du rural à l'urbain, le sociologue Gérald Fortin nous le décrit à travers son expérience personnelle de chercheur dans le recueil d'articles qu'il a rassemblés dans *La fin d'un règne*.

Ces articles, qui couvrent une période allant de 1956 à 1970, sont précédés d'une introduction à caractère autobiographique où l'auteur les situe dans le contexte d'une évolution personnelle qui l'a mené, de la paroisse rurale où il est né, au Département de sociologie de Laval, au Bureau d'aménagement de l'Est du Québec puis, récemment, à la direction du Centre de recherches urbaines et régionales de l'Institut national de la recherche scientifique.

Les vingt et un chapitres, de longueur et de valeur inégales, comprennent à la fois des études monographiques, des éléments de recherche théorique, et des schémas de réforme sociale.

Les cinq premiers forment un tout homogène. Il s'agit d'une monographie de la communauté rurale de « Sainte-Julienne » effectuée dans le cadre d'une étude d'ensemble sur les travailleurs forestiers et la complémentarité agriculture-forêt. Le grand intérêt de cette monographie qui nous est ici présentée en détails, fut à l'époque de remettre en question les postulats fondamentaux du continuum folk-urbain et de l'homogénéité du milieu rural québécois qui inspiraient jusqu'alors notre sociologie comme notre idéologie officielle. Dans l'optique de la sociologie du travail, elle insiste surtout sur l'économie et la structure des occupations alors que les études précédentes s'intéressaient plutôt à la famille, à la religion et aux valeurs. Cette première brèche devait ensuite s'élargir grâce à une autre étude de Fortin, en collaboration avec Adélar Tremblay, sur *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, à laquelle aucune référence directe n'est cependant faite dans l'ouvrage qui nous intéresse actuellement.

À la suite de l'étude sur « Sainte-Julienne », un certain nombre d'autres articles, où les répétitions ne font malheureusement pas défaut, tentent de décrire plus globalement toutes les dimensions du nouveau milieu rural québécois, qu'il s'agisse de technologie, d'organisation sociale ou de mentalités. Le meilleur et le plus complet de ces chapitres descriptifs demeure sans doute celui (chap. 16) qui s'intitule « Le défi d'un monde rural moderne » où les préoccupations planificatrices de l'auteur surgissent déjà de l'analyse rigoureuse du milieu rural et des institutions qui l'encadrent.